



Journée d'animation DataGrandEst

**JOURNÉE DE LA DONNÉE EN MEURTHE-ET-MOSELLE :**  
**À la découverte des données mobilisables pour la connaissance du territoire et l'aide à la décision**  
17 octobre 2023 à Nancy

## Synthèse de la journée

### La mutualisation : clé de la mobilisation des données dans les territoires

Avec plus de 80 participants, la journée organisée par DataGrandEst en Meurthe-et-Moselle avec l'aide de la Direction départementale des territoires, du Conseil départemental et de la métropole du Grand Nancy a été une réussite. Experts et simples utilisateurs, curieux d'en apprendre plus sur les données qui pourraient enrichir leurs études et leurs métiers ont ainsi pu partager leurs expériences et leurs attentes. Car, comme l'a fait remarquer Emmanuel TIRTAINE, Directeur départemental des territoires, lors du lancement « *les données sont partout, dans nos vies quotidiennes comme dans nos métiers* ». Comment être sûr d'en tirer tous les bénéfices ? Deux maîtres mots ressortent des échanges : mutualisation et coopération.



*Ouverture de la journée par Audrey Bardot, Vice-Présidente du conseil départemental, déléguée aux infrastructures et aux mobilités et Emmanuel Tirtaine, Directeur départemental des territoires*

## L'information pour tous

Première bonne nouvelle, aujourd'hui il n'est plus nécessaire d'être un expert pour exploiter des données. Grâce à l'open data et aux nombreux portails thématiques, bases de données, tableaux, graphiques et cartes peuvent être facilement mobilisés pour dresser des portraits de territoires ou comprendre par exemple l'évolution des consommations énergétiques de sa commune, comme l'a très bien montré Xavier MARLY, de la DDT 54 lors de [son intervention](#).

Autre source d'information précieuse pour l'action publique : [les photographies aériennes](#) et [les vues immersives](#) (façon Google StreetView), qui ont été présentées par Christophe SCHILTZ de l'Europe vue du Ciel et Claire BARDOT du Grand Nancy. Ainsi, il est possible de repérer le marquage au sol, de réaliser un plan de corps de rue simplifié, de gérer un cimetière mais surtout de se repérer rapidement dans l'espace, d'effectuer quelques mesures essentielles avant d'aller sur le terrain. L'adresse est également une information essentielle pour se repérer, utile à toutes sortes de missions (des impôts aux secours, du guidage GPS au paiement de nos factures). Jules SAUR de Beta.gouv a présenté [l'articulation entre la base adresse nationale \(BAN\) et les bases adresses locales \(BAL\)](#) initialisées et validées par les municipalités. Pour aider les communes à remplir leurs obligations légales (chaque commune devra avoir publié une BAL avant l'été 2024), des outils en ligne très simples sont à disposition, que chacun peut s'approprier.



*Plus de 80 participants à cette première journée de la data en Meurthe-et-Moselle*

## Frênes, lavoirs et santé... tous ont besoin de données

Après avoir parcouru ces données socles, la deuxième partie de la matinée a mis en lumière quelques retours d'expérience qui illustrent la variété des thématiques abordables.

Ainsi, Coralie FRITSCH, mathématicienne à l'INRIA, a détaillé comment la science se nourrit, elle aussi, de données, à travers l'exemple de [la modélisation de la propagation de la Chalarose du frêne](#), maladie fongique partie du nord-est de la France il y a quelques années. Pour concevoir et tester leurs modèles, les chercheurs se sont appuyés sur des relevés précis sur la santé des arbres mais également sur des données concernant leur environnement (précipitations, températures).

Changement complet de sujet avec la présentation d'une démarche de coopération entre le service SIG et le service patrimoine du Conseil départemental pour [un inventaire plus exhaustif du patrimoine de l'eau](#) (fontaines, lavoirs, puits...). Mais Chloée PATA (service patrimoine) et Hervé VITOUX (service SIG) sont allés plus loin et ont mis en place une interface qui va permettre aux habitants de participer à cette mission d'inventaire, car leur expertise locale est essentielle. Comment aider les collectivités et les professionnels de santé à mieux « mailler » le territoire avec une offre de soin qui ne laisse personne à l'écart ? C'est tout l'objet du PASST, [portail sur l'Accès aux Soins et à la Santé dans les Territoires](#) présenté par Mamadou KEITA de la SCALEN et Julien SCHMITZ de l'AGAPE, les deux agences d'urbanisme actives sur le département. En combinant de nombreuses sources d'information au sein d'une même interface, le PASST permet de répondre à de nombreuses questions... là encore, la mutualisation et la collaboration ont été essentielles pour sa réalisation.



*L'IGN, les agences d'urbanisme d'AGAPE et SCALEN, le SDIS, l'IGN, le Conseil départemental, le SDE52 (utilisation de drones), la métropole du Grand Nancy ont profité des pauses pour présenter données et expériences...*

## **Les nombreux bénéfices de la mutualisation**

Qu'il s'agisse de l'adresse, du patrimoine de l'eau, des données de santé... rien n'aurait été possible sans coopération entre acteurs et sans mutualisation des moyens. En fédérant un large réseau d'acteurs, [DataGrandEst](#) apporte un cadre de travail structuré, qui facilite l'ouverture, le partage, la production et l'utilisation des données. Outre le portail qui donne accès à de nombreuses données d'intérêt régional ou local, DataGrandEst permet à chacun de s'investir dans des groupes de travail en fonction de ses thématiques. À travers ses animations (journées régionales, départementales, thématiques ainsi que de nombreux webinaires), DataGrandEst aide les collectivités et les services de l'État à mieux piloter l'action publique.

Ainsi, [la base de données d'occupation du sol à grande échelle](#), accessible en open data sur toute la région Grand Est, constitue-t-elle un outil exceptionnel pour comprendre l'évolution du territoire, maîtriser la consommation foncière et concevoir des politiques à la hauteur des enjeux de la transition écologique, comme l'a bien montré Isabelle DIDIERJEAN de DataGrandEst lors d'un atelier. L'occasion de découvrir également les nouveautés qui seront apportées par le prochain millésime en 2024, notamment sur l'usage des zones militaires, les mesures des espaces naturels agricoles et forestiers ou du ZAN.

Un deuxième atelier a abordé la question des observatoires, à travers 3 exemples. [Celui du Conseil départemental](#) qui fournit, notamment aux élus, de précieux indicateurs de cadrage. [L'observatoire de la biodiversité](#) mis au point par l'AGAPE, est né, quant à lui, d'une volonté de poursuivre les échanges à la fin d'une étude sur les trames vertes et bleues. Là encore, il a abouti à des bases de données (sur les haies, les mares) partagées, des fiches de synthèse, des actions de sensibilisation qui ont notamment permis aux élus de prendre conscience de la richesse de leur territoire. La présentation de [l'observatoire des étages](#) animé par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) a montré le rôle du niveau départemental dans cet outil de pilotage national.

L'après-midi s'est conclue par un retour sur les principaux enjeux identifiés par les participants lors de la journée. Outre la nécessité de poursuivre dans les voies de la diffusion et de la coopération, la question d'un point d'accès unique à toutes les données disponibles a été posée. En effet, aujourd'hui, les portails de diffusion de données se multiplient et les non spécialistes ont du mal à trouver les données qui pourraient leur être utiles, à écarter celles dont la qualité n'est pas adaptée à leur besoin, etc. Mais un tel projet pose de nombreuses questions de gouvernance, de standardisation, de mise en forme, etc. Parmi les sujets émergents également signalés par les participants : disposer de données et d'indicateurs adaptés aux problématiques du changement climatique, partager des conseils et de l'information sur les enjeux juridiques autour de la donnée. **Ainsi, cette journée a bien montré à quel point la dynamique de coopération entre acteurs publics est essentielle afin de mobiliser au mieux les données qu'ils produisent, au service de leurs missions d'intérêt général.**